

Formation des Conseillers Prud'hommes CFE CGC

10 et 11 mars 2025

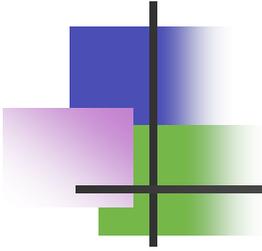
Me Thierry THAVE

Avocat Spécialiste en Droit du Travail

Barreau de Clermont-Ferrand

65 Bd François Mitterrand - 63000 CLERMONT-
FERRAND

04 73 19 19 54 - cabinet.thave@orange.fr



SOMMAIRE

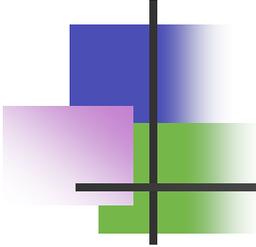
- I – Discrimination et harcèlement
- II – Manquements de l'employeur
- III – Droit de la preuve
- IV – Exécution du contrat de travail
- V – Droit disciplinaire
- VI – Licenciement
- VII – Préavis

ACTUALITÉS

JURISPRUDENTIELLES

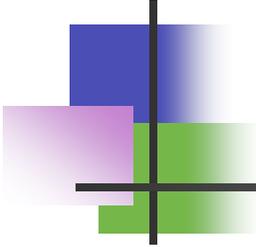
I. DISCRIMINATION ET HACÈLEMENT

Actualités jurisprudentielles (suite)



- Nul besoin de justifier de mesures discriminatoires pour laisser supposer une discrimination (Cass soc 14-11-2024 n° 23-17.917)
- Des propos et agissements sexistes caractérisent un harcèlement d'ambiance à caractère sexuel (CA Paris 26-11-2024 n° 21/10408)

Actualités jurisprudentielles (suite)



- Affaire France Télécom : la Cour de cassation consacre le harcèlement moral institutionnel (Cass crim 21-1-2025 n° 22-87.145)
- L'employeur doit-il réintégrer le salarié protégé soupçonné de harcèlement sexuel ? (Cass soc 8-1-2025 n° 23-12.574)

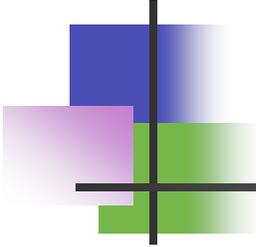
ACTUALITÉS

JURISPRUDENTIELLES

II. MANQUEMENTS DE L'EMPLOYEUR

Actualités jurisprudentielles

(suite)



- Maintenir un salarié inapte en inactivité forcée peut justifier la résiliation judiciaire du contrat (Cass soc 4-12-2024 n° 23-15.337)
- Grève due à une faute de l'employeur : le syndicat ne peut pas demander le paiement des jours de grève (Cass soc 22-1-2025 n° 23-17.782)

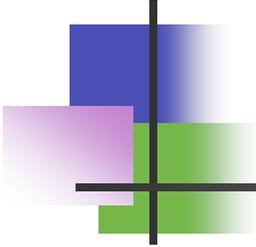
ACTUALITÉS

JURISPRUDENTIELLES

III. DROIT DE LA PREUVE

Actualités jurisprudentielles

(suite)

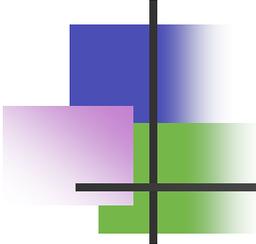


- Dénigrer la direction par SMS via un téléphone professionnel : gare à la faute ! (Cass soc 11-12-2024 n° 23-20.716)
- La preuve d'une faute à partir de documents issus d'une messagerie personnelle est-elle licite ? (Cass soc 9-10-2024 n° 23-14.465)

ACTUALITÉS

JURISPRUDENTIELLES

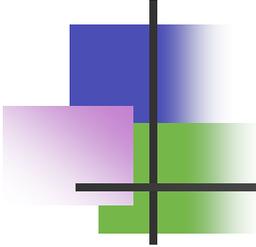
IV. EXÉCUTION DU CONTRAT DE TRAVAIL



ACTUALITÉS JURISPRUDENTIELLES (SUITE)

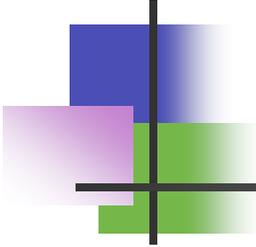
- Frais professionnels indus : le salarié doit les rembourser, même en l'absence de faute lourde (Cass soc 15-1-2025, n° 23-19.595)
- Tentative de suicide : quand l'employeur tente d'invoquer la responsabilité du médecin du travail (CA Rouen 13-11-2024 N° 23/02493)

Actualités jurisprudentielles (suite)



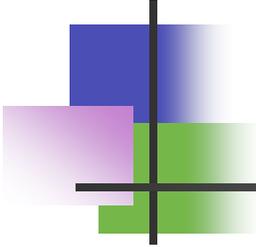
- Le manager sportif qui s'entraîne dans une salle concurrente ne manque pas à son obligation de loyauté (Cass soc 23-10-2024 n° 23-18.381)
- Le salarié ne peut pas refuser un déplacement occasionnel si ses fonctions impliquent d'être mobile (Cass soc 23-10-2024 n° 22-24.737)

Actualités jurisprudentielles (suite)



- Une clause de déplacement occasionnel peut s'imposer au salarié dont l'activité implique d'être mobile (Cass soc 29-1-2025 n° 23-19.263)
- Arrêt pour accident du travail : le salarié aidant un ami ne manque pas à son obligation de loyauté (Cass soc 27-11-2024 n° 23-13.056)

Actualités jurisprudentielles (suite)



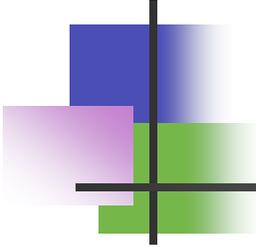
- Quel droit au versement d'une prime d'objectifs en cas d'arrêt prolongé pour maladie ? (Cass soc 20-11-2024 n° 23-19.352)
- Le salarié doit restituer sa ligne téléphonique professionnelle après la rupture de son contrat (Cass soc 5-2-2025 n° 22-23.730)

ACTUALITÉS

JURISPRUDENTIELLES

V. DROIT DISCIPLINAIRE

Actualités jurisprudentielles (suite)



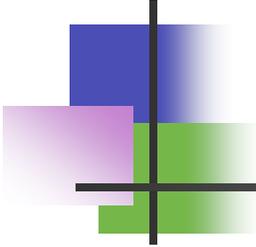
- La mise à pied disciplinaire ne nécessite pas pas l'accord du salarié protégé (Cass soc 11-12-2024 n° 23-13.332)

ACTUALITÉS

JURISPRUDENTIELLES

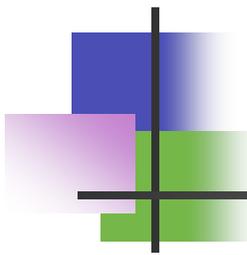
VI. LICENCIEMENT

Actualités jurisprudentielles (suite)



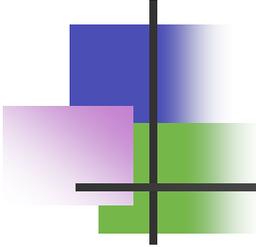
- L'excès de vitesse commis dans l'exercice des missions ne justifie pas toujours un licenciement (Cass. soc. 22-1-2025 n° 23-20.792)
- Infraction pénale du salarié : faut-il rechercher la faute lourde ? (Cass crim 14-1-2025 n° 24-81.365)

Actualités jurisprudentielles (suite)



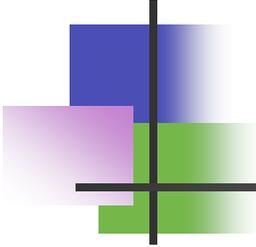
- Fumer dans une cabine lors d'une croisière organisée par l'employeur relève de la vie personnelle (Cass soc 22-1-2025 n° 23-10.888)
- Modification de contrat pour externaliser : si refus, le licenciement doit avoir une cause économique (Cass soc. 22-1-2025 n° 22-23.468)

Actualités jurisprudentielles (suite)



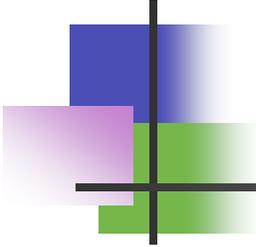
- Succession de contrats de mission sans délai de carence : pas de requalification auprès de l'utilisateur (Cass soc 15-1-2025 n° 23-20.168)
- Licenciement économique : l'offre de reclassement du salarié protégé doit être suffisamment précise (CE 2-12-2024 n° 488033)

Actualités jurisprudentielles (suite)



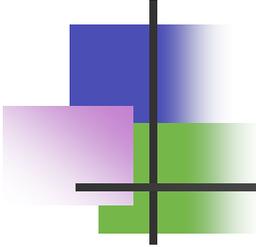
- Le licenciement du salarié qui n'a pas reçu sa convocation à l'entretien préalable est irrégulier (Cass soc 11-12-2024 n° 22-18.362)
- La liste des postes de reclassement doit indiquer les critères de départage entre les salariés (Cass soc 8-1-2025 n° 22-24.724)

Actualités jurisprudentielles (suite)



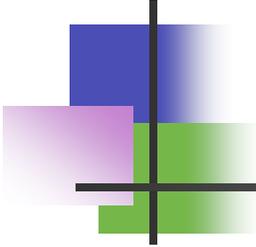
- L'attaque commise par le chien d'un salarié, sur le lieu de travail, peut constituer une faute grave (Cass soc 23-10-2024 n° 22-23.050)
- Licenciement nul comme portant atteinte à la liberté d'expression : la réparation est forfaitaire (Cass soc 23-10-2024 n° 23-16.479)

Actualités jurisprudentielles (suite)



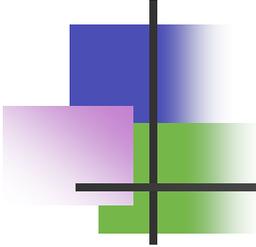
- Avis d'une commission paritaire sur le licenciement économique : garantie de fond ou de forme ? (Cass soc 23-10-2024 n° 22-19.319)
- Pas de cumul des indemnités de départ à la retraite et de licenciement (Cass soc 6-11-2024 n° 23-12.669)

Actualités jurisprudentielles (suite)



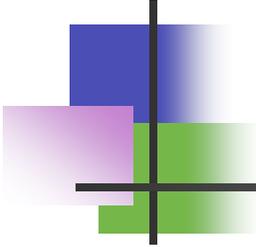
- Salarié adhérent au CSP non informé sur la priorité de réembauche : quelle réparation ? (Cass soc 26-2-2025 n° 23-15.427)
- Le salarié non informé des motifs s'opposant à son reclassement ne subit pas forcément un préjudice (Cass soc 29-1-2025 n° 23-17.647)

Actualités jurisprudentielles (suite)

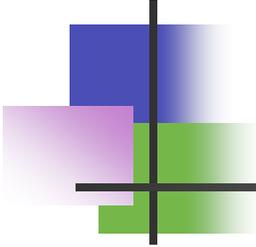


- Le bénéfice du PSE ne peut être conditionné à la renonciation à toute action en justice (Cass soc 22-1-2025 n° 23-11.033)
- Nullité du licenciement d'une femme enceinte notifié par un salarié qui n'en a pas le pouvoir (Cass soc 12-2-2025 n° 23-22.310)

Actualités jurisprudentielles (suite)

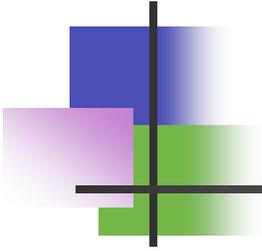


- Quand le médecin du travail dispense l'employeur de chercher un reclassement au salarié inapte (Cass soc 12-2-2025 n° 23-22.612)
- Convention de rupture rectifiée après un refus d'homologation : un délai de rétractation s'impose (Cass soc 16-10-2024 n° 23-15.752)



Conclusion

- Avez-vous des questions complémentaires ?
- Quels commentaires souhaitez vous faire sur cette session de formation ?



Pour plus d'informations

- N'hésitez pas à contacter

Me Thierry THAVE

Tél : 04 73 19 19 54

Mail : cabinet.thave@orange.fr